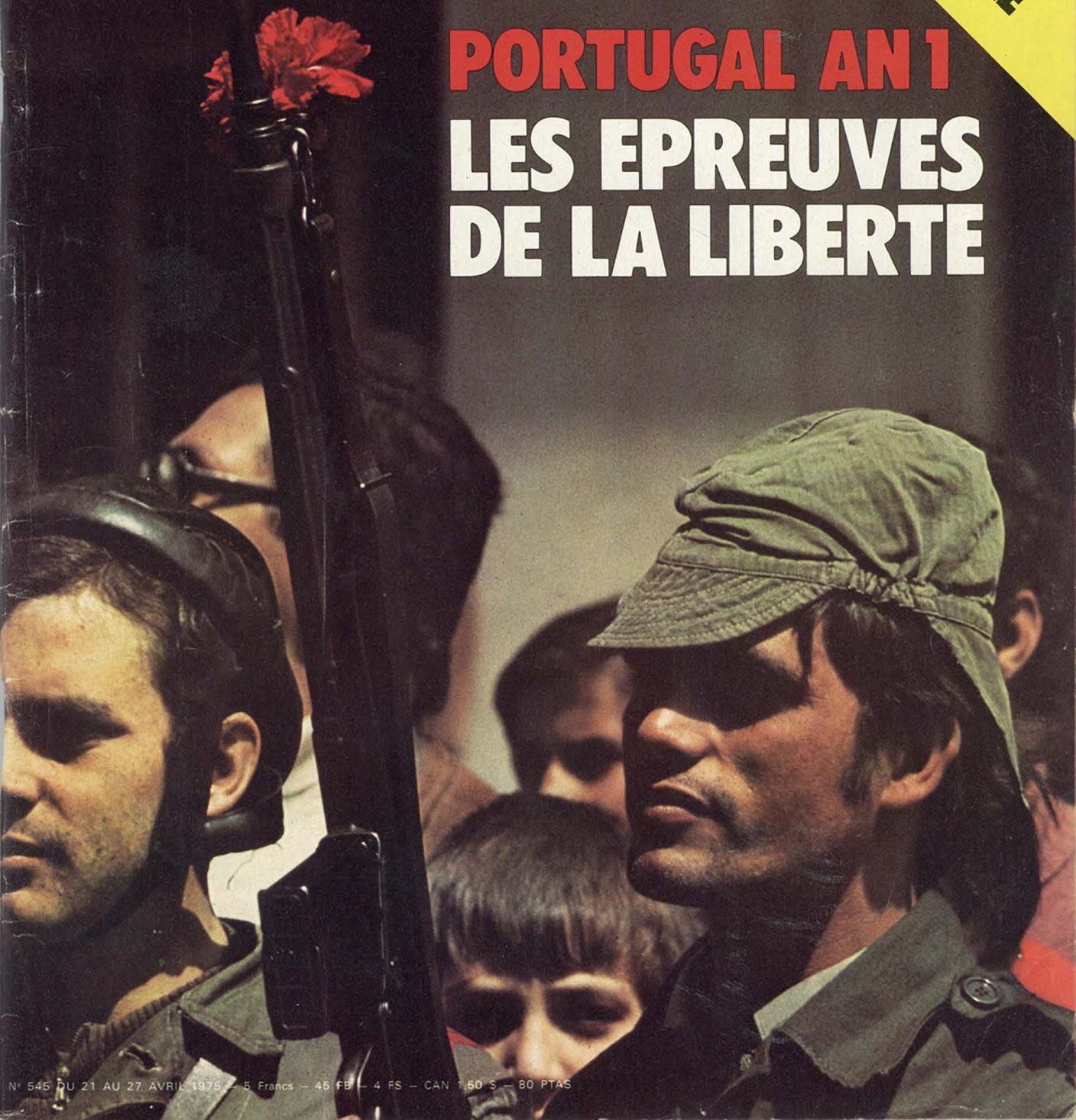


LE NOUVEL
observate

**LES PROPHETIES
DE SOLJENITSYNE**

PORTUGAL AN 1
**LES EPREUVES
DE LA LIBERTE**



SOMMAIRE

Notre couverture

- 58 Portugal an 1 : Les épreuves de la liberté *Jean Daniel*
 62 Trois ministres portugais répondent à dix questions du « Nouvel Observateur » *Mario Soares*
Pereira de Moura
Magalhaes Mota
René Backmann

- 64 Une plongée sous les nuages
 3 Courrier
 4 Mots croisés *Robert Scipion*
 17 Tribune : Jeunesse, richesse *Alfred Sauvy*
 25 A ne pas manquer
 26 Les affiches de la semaine
 28 Polémique : Comment on « censure » un livre aux Etats-Unis *Jean-Paul Enthoven*
 33 Les films de la semaine *Michel Grisolia*

L'événement

- 38 Editorial : Les prophéties de Soljenitsyne *Jean Daniel*
 40 Nation : Une stratégie pour cinq ans *F.-H. de Virieu*
 42 Opposition : Double détente *Georges Mamy*
 44 Renault : Qui a gagné au Mans ? *Cl.-Fr. Jullien*
Lucien Rioux
Michel Bisquet
 45 Nucléaire : Mensonges par omission
 47 On en parlera demain
 50 Diplomatie : L'arbitre récusé *Josette Alia*
 52 U.R.S.S. : Le boulet de Chelepine *K.S. Karol*
 53 Cambodge : Le retour de Norodom Sihanouk *Jean Lacouture*
 55 Union soviétique : Un « fou » exemplaire, Leonid Pliouchtch *Laurent Schwartz*
Pierre Ajame

Notre époque

- 66 Droit : Un divorce à cinq pattes *Jean-Denis Bredin*
 69 Société : Ces dames de la Loge *Mariella Righini*
 70 Echecs : Il n'est jamais trop tôt *Patrick Séry*
 72 Autobiographie : Les mémoires d'un œil *Catherine Dreyfus*
 73 Dessin : Les frustrés *Claire Bretécher*

Lettres - Arts - Spectacles

- 76 Témoignage : Le moteur inusable de Soljenitsyne *François Furet*
 78 Journal : Père, si vous saviez... *Jean Freustié*
 80 Surréalisme : L'homme pressé du dadaïsme *Hector Bianciotti*
 82 Dada : L'explorateur de l'insolite *Bruno Villien*
 84 Essai : Une France « plate comme une mare » *J.-P. Chevènement*
 85 Théâtre : Du côté de l'horreur *Guy Dumur*
 86 Exposition : L'artisan et ses outils *Bernard Teyssède*
 88 Festival : L'Irak, capitale Rennes *Maurice Fleuret*
 89 Tribune : Les yeux d'un exilé *Maurice Clavel*
 90 Cinéma : Les pavés de l'enfer *Jean-Louis Bory*

Le document de la semaine

- 94 Témoignage : Cécile, résistante communiste *Albert Ouzoulias*



PP. 38, 76 et 89

A l'occasion de la parution de son dernier livre, Alexandre Soljenitsyne a, pour la première fois, parlé et discuté à la télévision française. Jean Daniel et Maurice Clavel, dont, aujourd'hui, les opinions divergent, commentent cette émission qui fit grand bruit. Et François Furet vous parle du « Chêne et le Veau ».

Après ses lois archaïques sur l'avortement, la France révisé ses lois sur le divorce. Là encore, comme le montre Jean-Denis Bredin, le gouvernement ne réussit à proposer qu'un texte qui, dans dix ans, c'est probable, paraîtra terriblement dépassé.

P. 66



Michel Poniatowski, pour qui toutes les armes sont bonnes contre les communistes, a critiqué leur rôle dans la Résistance. Cette fois, il est mal tombé. Un responsable des F.T.P., Albert Ouzoulias, raconte, dans un livre, le combat des militants du P.C. Et des militantes — comme Cécile, sa propre femme...

P. 94

A NOS ABONNES

Pour tout changement d'adresse (provisoire ou non), prière de nous avertir une dizaine de jours à l'avance en nous faisant parvenir la dernière étiquette d'envoi du journal (comportant vos nom, prénom, adresse et numéro d'abonné) et en nous précisant éventuellement la durée de votre séjour à votre adresse de vacances. Les changements d'adresse sont gratuits pour les abonnements renouvelés par anticipation.

Numéro d'impression 10077

Photogravure : Elysées-Colortype
 Imprimerie Paul Dupont, Clichy.



Composition : SIRLO
 37, rue du Louvre, Paris-2°.

Copyright 1975 « le Nouvel Observateur »

Photo de couverture : Henri Bureau - Sygma

Pages 35-36, encart « Histoire de l'art », d'Elle Faure, et pages 101-102, encart F.M.V.J., non diffusés sur l'étranger.

Entre les pages 112 et 113, publicités Alitalia, Wolf, Kieber, Pelforth.

Ce numéro du « Nouvel Observateur » a été tiré à 390 000 exemplaires. La rédaction n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont envoyés.

Directeur de la publication : Claude Pardirol

Nous nous efforçons d'éliminer de nos colonnes la publicité mensongère ou facticeuse. Si, malgré ce soin, nos lecteurs avaient des réclamations à formuler, nous leur recommandons d'écrire directement au :

BVP

Bureau de vérification de la Publicité
 11, rue des Saussaies, PARIS 8^e
 Bureau nous adresser les recommandations à adresser.



PORTUGAL: AN 1

Un reportage de Jean Daniel

Les affiches électorales à Lisbonne
En dépit de toutes les crises, les militaires du M.F.A. ont tenu leur serment



LES EPREUVES DE LA LIBERTE

■ C'est donc en déposant un bulletin de vote dans une urne que les Portugais célébreront le premier anniversaire de leur libération, de cette prodigieuse journée du 25 avril de l'an dernier, où des militaires décidèrent de libérer à la fois les peuples asservis par le plus ancien empire colonial du monde et le peuple portugais lui-même.

Ces officiers du Mouvement de Coordination des Forces armées, qui devait s'appeler ensuite le Mouvement du 25 Avril, puis le Mouvement des Forces armées (M.F.A.), avaient fait le serment de donner la parole à leur peuple en organisant des élections libres. En dépit des crises, des coups d'Etat provoqués ou réels, des pressions qui s'exercent sur eux et des tensions qui les divisent, ces officiers auront tenu leur serment. Si du moins ces élections ont bien lieu.

Car, jusqu'au dernier moment, jusqu'au matin même du 25 avril, il peut arriver n'importe quoi. Avec les élections, les communistes et les révolutionnaires prennent en effet des risques. Tous le savent. Seuls les militaires le disent. Ce qu'il y a d'émouvant avec ces officiers, non encore rompus aux ruses de la dialectique, c'est qu'ils jouent cartes sur table. On peut avoir avec eux et au grand jour toutes les discussions, envisager toutes les éventualités, exprimer tous les doutes. Ils n'ont pas — pas encore ? — des réponses prêtes et enveloppées dans les rengaines de la propagande. Ils disent tout.

Ils disent, par exemple, comme l'a fait le général Vasco Gonçalves, Premier ministre, qu'ils n'entendent pas « perdre en un jour d'élections ce qu'ils ont mis tant d'années à obtenir au prix des sacrifices les plus lourds ». Si on leur fait observer que ce qu'ils ont obtenu, à savoir la décolonisation et la possibilité pour les Portugais de se prononcer pour le régime de leur choix, ne pouvait pas être remis en question, ils répondent avec franchise qu'ils ne sont pas résignés à laisser intactes les forces capitalistes qui ont permis le colonialisme, le despotisme et le régime le plus inégalitaire d'Europe.

Sans doute, certains leaders militaires se rassurent-ils eux-mêmes en affirmant que, le 25 avril, il ne s'agira que d'élire une Assemblée constituante. Les députés élus auront à concevoir, pendant une durée indéterminée, une nouvelle constitution pour le Portugal libéré. Pendant ce temps, il y aura, pour imprimer une orientation « irréversiblement populaire et socialiste », le Conseil de la Révolution, instance suprême, et une Assemblée révolutionnaire composée de deux cent vingt militaires, déjà désignés par cooptation.

En fait, le Conseil de la Révolution sait bien que la situation politique sera nécessairement infléchie par le résultat des élections. Il sera difficile au Conseil de gouverner sans tenir compte du visage que l'électorat portugais se sera offert de lui-même et aura offert au monde extérieur. Or, pour le moment, tout le monde en est d'accord : ce sont les libéraux qui auront la majorité dans les douze organisations autorisées à présenter des candidats.

Devant ce constat, les vingt-huit membres

du Conseil de la Révolution ont failli être gravement divisés. Pourtant, ce Conseil n'a été formé qu'après le *putsch* du 11 mars, événement sur lequel la lumière n'a évidemment pas été faite mais qui a conduit à l'expulsion ou à l'arrestation de tous ceux qui étaient soupçonnés de comportement contre-révolutionnaire et, parfois, simplement de relations avec le général de Spínola, aujourd'hui exilé au Brésil. Cette purge n'a pas suffi à assurer une totale cohésion du nouveau Conseil de la Révolution. Voici pourquoi.

D'abord, précisément parce que l'histoire du complot du 11 mars est bien trouble. Selon des rumeurs nombreuses et sérieuses, il ne se serait pas agi d'un véritable *putsch* brisé par une riposte fulgurante mais d'un « faux » coup d'Etat déclenché prématurément — pour désamorcer le « vrai » qui se préparait — par des officiers spinolistes devenus communistes. Ensuite, parce que certains militaires de haut rang, proches du président de la République, ont le sentiment d'avoir été manipulés. Pendant une semaine, avant la constitution du dernier gouvernement, quelques officiers et plusieurs hommes politiques m'ont confié qu'ils pouvaient aussi aisément devenir ministres ou être faits prisonniers.

Fascination de la discipline

Très vite, le problème s'est réduit à situer le Parti communiste portugais. Le 25 avril 1974, les militaires libéraient leur patrie. Le 26, ils s'apercevaient que le pays était déjà quadrillé, au moins dans les grandes agglomérations, par un réseau communiste déjà fortement implanté. Des fonctionnaires permanents et clandestins du Parti se trouvaient en position de force dans presque tous les secteurs clefs. Et il s'agissait, en général, d'hommes et de femmes honnêtes, courageux, qui avaient bravé tous les périls et savaient prendre leurs responsabilités. Pendant que les militaires portugais fascinaient le monde, les communistes commençaient déjà à fasciner les militaires. En quelques semaines, Alvaro Cunhal, forte personnalité, faisait au surplus la démonstration de son charisme personnel et de son aptitude à mobiliser les masses. Il obtenait d'eux une discipline dont les militaires, quels qu'ils soient, garderont toujours la nostalgie.

Dans un premier temps, en fait jusqu'au mois dernier, la plus grande réussite d'Alvaro Cunhal a été de comprendre l'état d'esprit, le comportement et jusqu'aux réflexes mêmes des dirigeants du Mouvement des Forces armées. Ni les socialistes ni les gauchistes n'ont su faire preuve d'une telle capacité d'adaptation à une situation nouvelle, spécifique, en vérité sans précédent.

Tandis que les socialistes, forts de leurs traditions libertaires, exprimaient publiquement l'espoir que, après avoir accompli leurs exploits héroïques, les militaires auraient la sagesse de rentrer dans leur caserne, tandis que les gauchistes, qui sont nombreux dans les universités aujourd'hui encore, en arrivaient à inviter les militaires à jeter ces fusils qui venaient de les

Rien n'est encore joué, au Portugal, et tout peut arriver demain. Reste que la décolonisation aura été totale et que la révolution a eu lieu sans aucun bain de sang

Suite de la page 59.

libérer, les communistes, eux, collaient littéralement au M.F.A. Cunhal, qui avait ses hommes dans la place, a compris le premier que les militaires n'abandonneraient pas le pouvoir. Et il a décidé d'affirmer, de répéter et parfois de hurler son approbation chaque fois que le M.F.A. prenait une initiative.

Sous le pavillon de l'alliance étroite entre les militaires et les communistes, Alvaro Cunhal fit parfaitement son métier d'agitateur politique. Trop parfaitement peut-être, on va le voir. Car, progressivement, dans la presse, à la radio, à la télévision, sur les murs blancs des petits villages maures de la province comme sur les dalles des célèbres places de Lisbonne ou de Porto, on ne vit plus, omniprésents et harcelants, que les mots d'ordre du parti communiste. Des typographes et des rédacteurs refusèrent d'imprimer ou d'écrire les informations relatant des manifestations libérales, socialistes ou gauchistes. Aujourd'hui encore, lorsque le parti communiste organise un meeting, la rela-

tion de cette manifestation occupe, huit fois sur dix, la première page de tous les quotidiens à l'exception du journal officiel du parti socialiste. Notons d'ailleurs que ces meetings sont en général minutieusement préparés et exceptionnellement réussis : quand on y assiste ou quand on en voit les images à la télévision, ils donnent l'impression du spectacle parfait.

A quel moment cette perfection même a-t-elle commencé à nuire au P.C. ? C'est difficile à dire. Nous avons parcouru le pays, de Porto à Sagres et de Coïmbre à Albufeira, nous arrêtant dans les villages, manuels ou médiévaux, de ce pays à la fois heureux et grave. Toutes les inscriptions étaient favorables aux communistes. Tous les propos que nous avons entendus leur étaient défavorables. C'est en passant à Evora, peut-être l'un des plus beaux de ces villages, que nous apprîmes la nouvelle : un sondage ne donnait guère au parti communiste plus de quinze pour cent des voix. Ainsi, plus les communistes affir-

maient leur puissance, plus ils s'infiltraient dans la réalité civile, politique et militaire du pouvoir, et moins ils étaient populaires.

Au même moment, les gauchistes se divisaient. L'extrême-gauche (M.E.S.) emboîtait maladroitement le pas aux communistes. Mais les socialistes, soudain réveillés dans un sursaut rassembleur, passaient à l'offensive avec un slogan nettement dirigé contre les communistes : « *Socialisme oui, dictature non.* » A Coïmbre, au meeting où nous étions, dans cette ville universitaire désertée par les étudiants en vacances, la nouvelle clientèle ouvrière de Mario Soares ne se distinguait de celle des meetings communistes que par le débraillé de l'organisation. Il y avait cependant la même chaleur, la même détermination. Les ennemis de Mario Soares peuvent bien lui reprocher un comportement de social-démocrate : ils sont contraints désormais d'admettre la large et profonde implantation ouvrière du parti socialiste. Cela n'a pas échappé aux militaires.

Il y a eu, enfin, les relations extérieures. Tant que les communistes portugais suscitaient l'inquiétude des seuls Américains, cela leur était bénéfique. Mais quand on vit arriver les réserves successivement formulées par les communistes italiens, espagnols, roumains et yougoslaves ainsi que par les socialistes suédois et français, quand, enfin, les Chinois invitèrent à Pékin la formation maoïste interdite, alors les plus communistes des leaders militaires se posèrent des questions. Ils avaient trouvé pratique de s'appuyer sur un appareil. Ils trouvaient dangereux de heurter à la fois le peuple portugais et le monde.

Une contagion fulgurante

Alvaro Cunhal s'en rendit compte. Il réunit un jour les envoyés spéciaux de la presse italienne présents à Lisbonne pour commenter les déclarations d'Enrico Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste italien, qui avait reproché aux frères portugais un comportement trop sectaire. Avec toute la fougue convaincante dont il est capable, Cunhal affirma que l'enjeu n'était pas le succès ou l'échec de son parti mais l'orientation de la nouvelle démocratie portugaise. Il y a, disait-il, d'un côté les forces anticapitalistes et nous sommes prêts, nous communistes, à nous unir à elles. Et puis il y a les autres, qui prennent le masque du socialisme, du libéralisme ou de la démocratie-chrétienne, et avec ces forces-là, c'est la guerre. Cette réaction de Cunhal, en décidant d'une stratégie nouvelle, devait avoir une grande audience chez les militaires et de sérieuses répercussions. Avant les élections, un pacte obligerait les formations politiques à s'engager dans le socialisme. L'idée de ce pacte est de Cunhal. Mario Soares a été contraint de le signer.

Les dirigeants du M.F.A. n'ont pas une sympathie outrancière pour le grand tribun socialiste. Ils l'ont soupçonné de mépriser l'armée, même révolutionnaire, au nom d'une culture et de traditions européennes et antimilitaristes. Ils subodorent chez lui une nostalgie de parlementarisme britannique ou de social-démocratie allemande. Ils redoutent de voir en lui le rassembleur de tous les anti-communistes, de droite et d'extrême gauche, susceptibles de favoriser une agitation contre-révolutionnaire. Les curés et les maoïstes invitent à voter socialiste. N'est-ce pas dangereux ?

Les amis de Mario Soares voient dans tous

D'UN AVRIL A L'AUTRE

25 avril 1974. Le régime de Caetano s'effondre. Les officiers qui ont exécuté le coup d'Etat forment une junte de salut national dirigée par le général de Spínola.

15 mai. Spínola devient président de la République.

16 mai. Formation d'un gouvernement de coalition comportant des socialistes, des communistes, des centristes et un seul militaire.

25 mai. Ouverture de négociations avec le P.A.I.G.C. pour l'indépendance de la Guinée-Bissau.

17 juillet. Spínola échoue dans une tentative pour accroître ses prérogatives. Quatre militaires entrent au gouvernement. L'un d'eux, Vasco Gonçalves, devient Premier ministre.

5 septembre. Ouverture des négociations avec le Frelimo en vue de l'indépendance du Mozambique.

30 septembre. Le général de Spínola démissionne après avoir vainement tenté de mobiliser la « majorité silencieuse ». Le général Costa Gomes devient président de la République.

10 janvier 1975. Ouverture de négociations à Alvor en vue de l'indépendance de l'Angola.

16 janvier. Pour la première fois, le P.C. portugais est violemment attaqué par le P.S. au cours d'un meeting politique.

21 janvier. Le gouvernement de Lisbonne approuve le projet de loi sur l'unicité syndicale, qui oppose socialistes et communistes.

11 mars. Deux avions et des unités de parachutistes attaquent, sans succès, une caserne « rouge » dans la banlieue de Lisbonne. Le général de Spínola s'enfuit au Brésil.

12 mars. Le M.F.A. crée le Conseil de la Révolution.

13 mars. Quinze banques sont nationalisées, plusieurs personnalités de droite arrêtées.

19 mars. Un nouveau gouvernement est mis en place, dans lequel le P.C. renforce son influence.

11 avril. Sept partis politiques, participant à la campagne électorale pour le vote du 25 avril, signent la plate-forme d'accord constitutionnel proposée par les militaires en vue de l'institutionnalisation du M.F.A.

LE MAQUIS DES SIGLES

Formations politiques participant aux élections

P.C.P. Parti communiste portugais.

P.S.P. Parti socialiste portugais.

M.D.P. Mouvement démocratique portugais (proche du P.C.).

M.E.S. Mouvement de la Gauche socialiste.

F.S.P. Front socialiste populaire (scission de gauche du P.S.).

P.P.D. Parti populaire démocratique (centre).

C.D.S. Centre démocratique et social (droite).

P.P.M. Parti populaire monarchiste (droite).

F.E.C. Front électoral communiste (marxiste-léniniste).

L.C.I. Ligue communiste internationaliste (trotskiste).

U.P.P. Parti de l'Unité populaire (marxiste-léniniste).

U.D.P. Union démocratique populaire (marxiste-léniniste).

Autres formations politiques

P.D.C. Parti de la Démocratie chrétienne (droite). Ce parti a été suspendu après le 11 mars. Il avait conclu avec le C.D.S. une alliance électorale sous le nom de :

U.C.D.C. Union du Centre et de la Démocratie chrétienne.

A.O.C. Alliance des Ouvriers et Paysans (marxiste-léniniste), (suspendue après le 11 mars).

M.R.P.P. Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat (maoïste), déclaré illégal par le Conseil de la Révolution.

L.U.A.R. Ligue d'Union et d'Action révolutionnaire (extrême-gauche). Spécialiste, sous le fascisme, des actions de commandos du type « Tupamaros ».

P.R.P.-B.R. Parti révolutionnaire du Proletariat-Brigades révolutionnaires (extrême-gauche).

P.C.P.-M.L. Parti communiste portugais-marxiste-léniniste.

ces propos de purs procès d'intention, secrètement inspirés par le parti communiste. Pour le moment, ils ne s'attachent pas à corriger ces médisances, ou ces calomnies, qui ne leur font aucun mal à l'intérieur du Portugal. En fait, ce que pense Mario Soares est très précis. Quarante années de salazarisme ont donné au peuple portugais des réflexes anticommunistes de droite ? Tant pis, cela vaut mieux que le communisme puisque quarante années de stalinisme n'ont rien appris aux communistes portugais.

Soares ne croit pas à la « farce tiers mondiale » concernant son pays. L'histoire, la géographie, la culture, les échanges commerciaux, les données géopolitiques et stratégiques, tout indique, dit-il, notre vocation européenne. Il aurait tendance à penser que, si on va chercher au Pérou ou en Algérie un modèle, c'est pour trouver le meilleur moyen de maintenir les militaires au pouvoir. Son projet ? Il part avant tout de la péninsule Ibérique. Nous voyez-vous indépendants de l'Espagne, demande-t-il avec

un lyrisme rageur ? Quand nous nous sommes libérés le 25 avril, la contagion a été fulgurante. Nous avons failli faire basculer le régime espagnol. Depuis qu'on parle d'un danger communiste, la contre-révolution franquiste s'est consolidée. C'est une menace pour le Portugal. Entre les ennemis exilés au Brésil et ceux exilés en Espagne, les Américains un jour n'auront plus qu'à choisir leur force d'intervention pour nous faire rentrer dans l'ordre. Il n'y a pas une faute à commettre, pas un prétexte à donner à tous les ennemis qui nous guettent.

Sagesse, humour et vitalité

Œuvrons donc avec ménagement pour libérer toute la péninsule ibérique, demande Mario Soares. Avec l'aide des socialistes européens, préparons une société qui brisera le capitalisme sans donner naissance à une société bâillonnée et normalisée. Le schéma de notre progression pourrait être celui du « Programme commun », tel qu'il est admis en France. Encore faut-il que ce programme soit signé par

les communistes. Mais ce programme n'est-ce pas le pacte que Cunhal a inspiré, que les militaires ont imposé et que Soares a signé ?

Cela dépendra, estiment les « progressistes », de ceux qui, au Conseil de la Révolution, au gouvernement, dans l'administration et dans l'armée, seront chargés de l'appliquer. Au lendemain des élections, ce que l'on appelle déjà « les épreuves de la liberté » est redouté avec angoisse. Ce n'est pas visible sur tous les visages. On peut même observer que ces hommes et ces femmes, dont on nous répète à satiété qu'ils ne sont pas mûrs pour la démocratie, discutent de tout avec beaucoup de vitalité, de sagesse et d'humour, et avec une liberté tonique, joyeuse dont la presse ne donne aucun reflet. Oui, il peut arriver n'importe quoi demain au Portugal. Mais, enfin, la décolonisation aura été totale. La révolution aura eu lieu sans aucun bain de sang et rien pour le moment n'est joué : la libération et la liberté dépendent des libérateurs.

J.D.

LES SEPT GÉANTS DE L'ÉCONOMIE

C.U.F. (Companha Uniao Fabril)

Plus de cent entreprises intégrées, de l'industrie lourde aux casinos en passant par les banques et les assurances. Contrôlé par la famille Melo, ce groupe détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés existant au Portugal.

ESPIRITO SANTO

Groupe familial comportant un secteur bancaire, des plantations, un secteur pétrolier et de nombreuses activités industrielles (papier, ciment, pneus, etc.).

CHAMPALIMAUD

Ce groupe familial possède douze grandes entreprises industrielles (ciment, sidérurgie, cellulose, etc.), dont deux en Angola et Mozambique. Il contrôle également une grande banque et cinq compagnies d'assurances.

PORTUGAISE DE L'ATLANTIQUE

Important secteur bancaire en Europe et en Afrique. Raffineries de pétrole, ciment, cellulose et papier, promotion immobilière et touristique, cinémas, publicité, etc.

BORGES E IRMAO

Groupe familial bancaire, industriel et commercial (textile, métallurgie, flotte de pêche, bâtiment, pétrole en Angola, fibres synthétiques et matières plastiques, journaux à Porto et à Lisbonne).

B.N.U. (Banco Nacional Ultramarino)

Groupe financier ayant son centre de gravité en Afrique. Diamants d'Angola, plantations de canne et raffineries de sucre, cellulose, pâte à papier, ciment, navigation maritime, tourisme, produits chimiques.

FONSECAS E BURNAY

Cheval de Troie d'I.T.T. au Portugal. Ce groupe, contrôlé par la famille Figueiredo, travaille essentiellement dans le secteur de l'électricité, des télécommunications. Il comporte également une branche immobilière, chimique et bancaire.

(Renseignements tirés de « Sociédades e grupos em Portugal », de Marie Belmira Martins, Editorial Estampa.)



Antonio de Champalimaud

Des grands de l'économie qui ont permis le despotisme



Jorge de Melo

TROIS MINISTRES PORTUGAIS REPONDENT A DIX QUESTIONS DU «NOUVEL OBSERVATEUR»



Mario Soares

1 *Qu'attendez-vous des élections à l'Assemblée constituante du 25 avril ? Pourront-elles modifier l'équilibre des forces dans le pays ?*

MARIO SOARES. — Il s'agit des premières élections libres au Portugal après quarante-huit ans de dictature et quatorze ans de guerres coloniales. Ces élections sont donc très importantes parce qu'elles vont révéler la force relative des différents partis. Nous sommes confiants et nous pensons que le P.S. sortira renforcé de cette consultation.

PEREIRA DE MOURA. — Nous espérons que les élections contribueront à la politisation du peuple portugais car c'est la première fois, depuis cinquante ans, qu'on lui donne l'occasion de s'exprimer. Mais, dans le processus révolutionnaire en cours, les élections ont peu de sens. Les transformations profondes de l'économie, des relations sociales et des structures mentales ne se feront pas par des élections. Ce ne sont pas les résultats obtenus séparément par chacun des partis qui comptent. L'équilibre des forces repose sur une alliance de toute la gauche avec le M.F.A. contre les forces de droite. Cet équilibre est et sera toujours favorable à la révolution.

MAGALHAES MOTA. — Les élections qui auront lieu le 25 avril seront les premières élections authentiques au Portugal depuis cinquante ans. C'est pour cela qu'elles auront la valeur d'un premier choix politique populaire. Ce qui est en question — curieusement, puisqu'il s'agit d'élections pour une assemblée constituante et que personne ne discute des projets constitutionnels —, ce sont les grandes options pour l'avenir. Ce sont les propositions politiques des divers partis qui vont être l'objet du choix. Je crois que c'est cela qui confère toute leur importance aux élections. Et c'est ce qui les rend dramatiques pour tous ceux qui redoutent leur verdict. C'est pourquoi on a tenté, à plusieurs reprises, de les éviter, de les ajourner ou de diminuer leur importance, en réduisant l'éventail des options possibles (je pense même que le processus n'est pas terminé et que l'on essaiera encore de fausser ou de minimiser les élections et leur résultat). Mais c'est justement pour cela que le résultat de ces élections ne doit être ni ignoré ni déformé.

2 *Quels sont, selon vous, les avantages et les inconvénients des nouvelles structures institutionnelles mises en place après le 11 mars ?*

M. S. — Il ne faut pas oublier que le Portugal sort d'une grande nuit fasciste. La présence des militaires constitue une garantie de l'irréversibilité du processus démocratique vers le socialisme. C'est pour cela que le P.S. a approuvé une motion préconisant l'institutionnalisation du M.F.A., lors de son congrès de décembre dernier. Il faut ajouter à cela que le M.F.A. se présente maintenant d'une façon plus homogène et que les négociations pour le pacte constitutionnel avec le P.S. s'en trouvent facilitées, car le M.F.A. a adopté un projet de socialisme dans la liberté, avec le respect du pluralisme des partis, ce qui coïncide avec le programme du P.S.

P. M. — L'institution du Conseil de la Révolution et de l'Assemblée des Forces armées traduit le rôle politique des militaires. Non seulement leur rôle actuel mais aussi celui qu'ils joueront pendant la période de transition qui suivra l'entrée en fonctions de la Constituante. Les forces armées sont à l'origine de la révolution. Au cours des crises successives (décolonisation, coups avortés du 28 septembre et du 11 mars), elles ont montré une maîtrise et une cohésion qui ont rendu possible la poursuite du processus de transformation du pays. Ainsi se renforce de plus en plus l'union étroite et l'accord entre les forces armées et le peuple, les travailleurs. Les avantages de cette situation : dissuader les forces contre-révolutionnaires de droite. Inconvénients : un poids excessif des militaires dans la vie politique. C'est un risque à courir. Il diminuera rapidement si la démocratisation se poursuit à l'intérieur des forces armées et si leur liaison avec le peuple portugais se renforce.

M. M. — Il s'agit de l'institutionnalisation du M.F.A. (Mouvement des Forces armées) et, plus particulièrement, de la création du Conseil de la Révolution. Je pense que cette dernière clarifie la nature du pouvoir existant au Portugal par rapport aux structures précédentes. Quant à l'institutionnalisation du M.F.A., nous pensons qu'elle concerne avant tout les struc-

tures internes du mouvement et qu'elle respectera les principes démocratiques. En ce qui concerne l'intervention du M.F.A. dans la vie politique portugaise, nous pensons qu'il est naturel que ceux qui ont réellement déclenché un processus révolutionnaire s'en sentent responsables et nous reconnaissons que, au stade actuel de la vie politique portugaise, la présence du M.F.A. est indispensable dans ce processus.

3 *Comment définissez-vous les rapports qui existent aujourd'hui entre le Conseil de la Révolution et le gouvernement ?*

M. S. — Il est encore trop tôt pour porter un jugement définitif là-dessus. Il me semble cependant qu'étant donné les exigences de l'équilibre des pouvoirs il faut que s'établisse une collaboration très étroite entre ces deux institutions.

P. M. — Le Conseil de la Révolution définit les grandes lignes des transformations que le gouvernement a la charge de réaliser. Jusqu'à maintenant cette distribution des pouvoirs a fonctionné avec efficacité et sans conflits.

M. M. — Le M.F.A. s'est toujours défini comme moteur et arbitre. Ce sera, je pense, le rôle que le Conseil de la Révolution aura à jouer. Je crois que l'expérience du quatrième gouvernement provisoire est cependant encore trop courte pour que l'on puisse juger, dans la pratique, des relations entre le Conseil de la Révolution et le gouvernement.

4 *Dans une récente interview à un quotidien français (« Libération » du 7 avril), l'amiral Rosa Coutinho a appelé à la création d'un parti qui pourrait, selon lui, « englober les forces qui ont jusqu'à présent collaboré avec le M.F.A. » et qui « devrait se situer entre le P.S. actuel et le P.C. ». Qu'en pensez-vous ?*

M. S. — L'amiral Rosa Coutinho a déjà mieux défini ses idées dans la presse portugaise. Il ne s'agirait pas, il me semble, de former un nouveau parti mais d'arriver à

MARIO SOARES

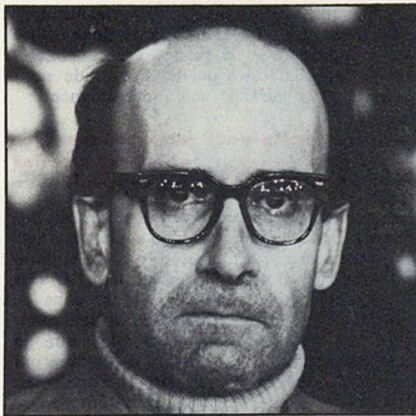
cinquante et un ans, avocat, secrétaire général du Parti socialiste portugais, ministre des Affaires étrangères dans les trois premiers gouvernements provisoires et ministre sans portefeuille dans le quatrième

PEREIRA DE MOURA

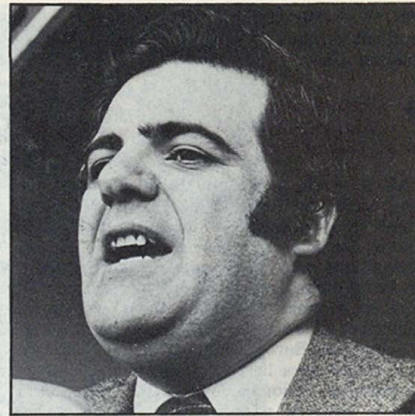
quarante-neuf ans, professeur d'économie, ministre sans portefeuille, secrétaire général du Mouvement démocratique populaire (M.D.P.)

MAGALHAES MOTA

quarante ans, avocat, ministre sans portefeuille, membre dirigeant du Parti populaire démocratique (P.P.D.)



Pereira de Moura



Magalhaes Mota

Photos Simonet - Fotolab

constituer une coalition qui puisse aboutir à une plate-forme se situant forcément à la confluence des programmes des deux grands partis de la gauche portugaise pour appuyer le M.F.A. Si c'est bien de cela qu'il est question, cela rejoint une idée que j'ai déjà exprimée : celle d'une plate-forme fondée sur l'entente entre le P.S. et le P.C. Il est évident que, dans cette plate-forme, nous ne renoncerons jamais à la défense des libertés démocratiques.

P. M. — Cette affirmation de l'amiral Rosa Coutinho appelle de notre part les remarques suivantes :

1. Le M.F.A. a besoin de s'appuyer sur une force politique qui soit vraiment de gauche, favorable au développement du processus révolutionnaire — ce qui n'est pas toujours le cas du P.S., surtout en ce qui concerne ses dirigeants. Il faut, d'autre part, que cette force ne soit pas toujours attaquée comme l'est le P.C., car ces attaques ne restent pas sans écho dans une population qui, pendant cinquante ans, a été soumise à une propagande anti-communiste intense.

2. La prolifération des partis politiques peut démobiliser et désorienter le peuple. Notre parti étudie donc en détail cette suggestion de l'amiral Coutinho qui répond certainement à des préoccupations nouvelles.

M. M. — Je ne connais pas le texte complet de cette interview. Isolées de leur contexte, les phrases citées ne me semblent pas assez claires. En politique, les appels à la création de forces d'appui sont normaux lorsque celles-ci font défaut ; mais, dans ce cas précis, il est question d'un parti qui devrait englober toutes les forces qui ont collaboré jusqu'à présent. Il s'agirait donc, en fin de compte, de créer un parti unique. D'autre part, depuis le 25 avril 1974, il n'existe pas, au Portugal, de force politique qui n'affirme appuyer le M.F.A. Donc, c'est une contradiction que je rejette tout simplement : il suffit de connaître l'amiral Rosa Coutinho pour savoir que, pour lui, une nouvelle « union nationale », même sous l'égide du M.F.A., serait impossible. Il ne me semble pas non plus que la proposition de l'amiral tienne compte de l'action critique des partis. Or la critique est essentielle pour la démocratie.

5 Quelles sont, parmi les tâches du gouvernement et du Conseil de la Révolution, celles qui vous paraissent aujourd'hui les plus urgentes, les plus importantes ? Sur le plan économique, social, diplomatique ?

M. S. — La tâche la plus urgente du gouvernement et du Conseil de la Révolution est l'élaboration d'un plan économique et social qui permette effectivement de résoudre les problèmes les plus pressants, c'est-à-dire ceux que le peuple ressent comme tels. D'autre part, il ne peut y avoir de démocratie politique sans autorité démocratique et, pour cela, il faut que toutes les parties prenantes de la plate-forme politique actuelle s'engagent à respecter leur compromis et l'égalité démocratique : c'est là aussi que le Conseil de la Révolution peut jouer un rôle déterminant comme facteur d'équilibre et garant des engagements pris.

P. M. — Le plus important est de stabiliser puis de faire redémarrer la production qui est freinée par la crise des exportations, la fragilité des structures et parce que les dirigeants traditionalistes n'ont pas été capables d'y remédier. Evidemment, les progrès déjà accomplis permettent d'envisager un programme économique qui n'ait pas pour seul objectif la consolidation du capitalisme mais l'ouverture d'une voie vers le socialisme. Ce programme ne pourra pas être exécuté sans une mobilisation des travailleurs. Mais, pour les mobiliser, il faut leur faire confiance et leur confier l'orientation et le contrôle des nouvelles structures de production. Car une population aussi profondément marquée par la différence de classe et par les inégalités de niveau de vie ne fera pas confiance à la révolution si les organismes d'Etat n'arrivent pas à satisfaire ses revendications légitimes : en décrétant, par exemple, un ensemble de mesures destinées à réduire ces inégalités et à améliorer la situation de la classe ouvrière, des petits commerçants, des industriels et des agriculteurs. C'est à cela que travaillent actuellement le Conseil de la Révolution et le gouvernement. Les principes de base de cette nouvelle politique économique et sociale ont déjà été exposés au public.

Dans le domaine diplomatique, il est important d'informer correctement l'opinion publi-

que de certains pays, actuellement trompée par des informations mensongères. Il sera également nécessaire que le principe de l'indépendance nationale soit totalement respecté et que les gouvernements étrangers n'essaient plus de contrarier la lutte que le peuple portugais a engagée pour sa libération.

M. M. — Pour moi, les problèmes les plus graves que nous affrontons maintenant sont l'inflation et le chômage. L'expérience historique nous montre où ces problèmes peuvent mener. La possibilité d'établir une démocratie au Portugal passe par l'organisation d'une économie viable. Cet impératif doit inspirer toute notre action économique, sociale et diplomatique.

6 Que pensez-vous de la constitution d'un tribunal révolutionnaire destiné à juger les responsables de la tentative du coup d'Etat du 11 mars ?

M. S. — Nous pensons que, dans un régime démocratique normal, les tribunaux d'exception ne se justifient pas mais nous sommes en train de vivre une révolution et il nous faut défendre cette révolution contre ses ennemis quand il s'agit de conspirateurs armés.

P. M. — Si le tribunal révolutionnaire a l'intention d'appliquer une loi qui soit juste et plus humaine, notre parti l'approuve. Les lois que nous a laissées le gouvernement fasciste ne permettent pas, par exemple, d'inculper et de punir les criminels de l'ex-P.I.D.E. Elles ne permettent pas non plus de juger rapidement les responsables des coups d'Etat comme celui du 11 mars.

M. M. — La réalité portugaise actuelle n'est pas facilement compatible avec les concepts auxquels nous avons affaire dans des moments d'évolution moins rapide. L'expression « tribunal révolutionnaire » évoque automatiquement l'idée d'un tribunal d'exception, sans garantie de défense des accusés. Mais rien ne nous permet actuellement de déduire que le tribunal révolutionnaire aura tous ces défauts. S'il mettait en question, d'une façon ou d'une autre, les droits fondamentaux de l'homme, mon parti s'y opposerait. Mais nous sommes

confiants et nous pensons que cela ne se passera pas ainsi.

7 Estimez-vous que les Etats-Unis jouent un rôle dans la vie politique du Portugal ? Et l'U.R.S.S. ?

M. S. — Je pense que le Portugal est un pays occidental membre de l'O.T.A.N. Etant donné sa situation géopolitique, il faut éviter que le Portugal ne devienne un facteur de déséquilibre dans le rapport des forces entre les deux blocs, sous peine de transformer le pays en monnaie d'échange pour les superpuissances et de mettre en jeu la sécurité et la détente en Europe. Cela dit, il faut engager le Portugal dans la voie d'une politique d'indépendance nationale malgré les pesanteurs dont je viens de parler.

P. M. — Les Etats-Unis ont essayé d'intervenir dans les problèmes intérieurs de presque tous les pays du monde, chaque fois qu'ils voyaient une menace sur leur influence politique et sur les intérêts de leurs groupes économiques. Il serait fort étonnant qu'ils n'essaient pas de retarder le processus révolutionnaire au Portugal. L'Union soviétique n'a pas la possibilité d'intervenir dans la politique portugaise et elle n'est pas intervenue ailleurs dans des situations identiques à celle où se trouve aujourd'hui le Portugal.

M. M. — En ce moment tout particulier de notre histoire, nous pensons que non seulement plusieurs pays jouent un rôle important dans l'évolution de notre pays mais aussi que le Portugal influence la vie politique des autres pays. La curiosité bien naturelle des Français, démontrée par cette interview, n'en est-elle pas un exemple ?

8 Le Portugal est-il plus près de l'O.T.A.N. que du pacte de Varsovie ? Doit-il quitter l'O.T.A.N. ?

M. S. — Le nouveau Portugal respectera ses accords internationaux. Personne, au Portugal, ne parle aujourd'hui de sortir de l'O.T.A.N., moins encore de tomber sous l'emprise du pacte de Varsovie.

P. M. — Il ne fait pas de doute que le Portugal est plus proche de l'O.T.A.N., dont il est membre de plein droit, que du pacte de Varsovie. Le peuple portugais sera appelé, en temps opportun, à se prononcer sur cette question. Il nous semble, au M.D.P. (Mouvement démocratique populaire), que sa réponse dépendra beaucoup de l'évolution des relations entre les pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents. Il est probable que la plus grande partie du peuple portugais, lorsqu'elle sera bien informée, n'acceptera pas de participer à des pactes d'agression et préférera une politique étrangère de non-alignement.

M. M. — Je peux vous répondre, en ce moment, en me fondant sur la position commune à tous les partis qui appuient le M.F.A. : celui-ci considère comme essentiel, dans son programme (et cette affirmation a été souvent répétée), le maintien des traités et des pactes internationaux. Quant à l'avenir, je citerai textuellement la position du programme de mon parti : « Le P.P.D. admet l'adhésion à l'O.T.A.N. mais seulement tant qu'un nouveau système international et multilatéral de sécurité ne sera pas créé. »

Cependant, la contribution foncière portugaise, et aussi sa contribution humaine, doit être diminuée. Les bases étrangères au Por-

tugal doivent aussi disparaître progressivement. Le Portugal doit se réserver le droit de conclure avec n'importe quel pays des accords bilatéraux ou multilatéraux de défense et de non-agression pour garantir son indépendance.

9 Vous sentez-vous plus proches des révolutionnaires européens que des révolutionnaires du tiers monde ?

M. S. — Le Portugal est en Europe. Ses échanges commerciaux se font à quatre-vingts pour cent avec l'Europe et il y a un million de travailleurs portugais qui ont émigré vers les différents pays européens. C'est dans ce contexte qu'il faut se situer au Portugal pour parler de révolution, d'autant plus que la culture portugaise est fortement influencée par la culture européenne, française en particulier. Il est vrai que le Portugal est le parent pauvre de l'Europe. Pays en voie de développement, il a des affinités avec les pays du tiers monde, desquels il peut se rapprocher grâce à la décolonisation. Nous pensons, cependant, que nos rapports avec le tiers monde passent par le renforcement de nos liens avec l'Europe et qu'il faudrait faire du Portugal une sorte de pont entre l'Europe et les pays en voie de développement.

P. M. — Le Portugal, par ses caractéristiques et sa structure économique et sociale et par ses rapports historiques avec les pays de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, est plus proche des peuples du tiers monde que des Etats de l'Europe. Quant à la révolution, il ne fait pas de doute que les analyses et le soutien des révolutionnaires européens nous intéressent tout autant que celles des révolutionnaires du tiers monde.

M. M. — Je crois que les uns ne sont pas plus révolutionnaires que les autres : ils le sont d'une façon différente.

10 Comment expliquez-vous que la Chine populaire ne soit pas représentée à Lisbonne ?

M. S. — Dans la mesure où il y a des incertitudes dans le processus portugais, la Chine populaire est réticente, malgré tous nos efforts pour établir des relations diplomatiques. Le problème de Macao n'a rien à voir, me semble-t-il, avec les réticences chinoises. J'ajoute que la Chine populaire vient de donner un appui discret aux dirigeants de l'A.O.C., groupement maoïste dont les dirigeants ont été invités officiellement en Chine. L'A.O.C. vient d'être suspendu jusqu'aux élections. Ses dirigeants ont proposé à ses militants et sympathisants de voter pour le P.S.

P. M. — Nous pensons que la Chine mène une politique prudente en ce qui concerne ses rapports avec l'extérieur. Ses dirigeants préfèrent définir leur attitude en fonction de faits établis plutôt que de déclarations d'intention. Nous pensons que les transformations politiques et sociales déjà accomplies au Portugal, aussi bien que la décolonisation en Afrique, devraient suffire à la Chine pour comprendre le sens de notre révolution.

M. M. — Actuellement, et contrairement à ce que nous demandons, les relations diplomatiques avec tous les pays n'ont pas encore été établies ou rétablies. En ce qui concerne, plus précisément, la République populaire chinoise, il faudra établir une nette priorité. Nous voulons que le Portugal cherche une position d'équilibre dans la communauté internationale. L'établissement de relations diplomatiques normales entre les deux pays est, dans ce sens, fondamental.

UNE PLONGEE SOUS LES NUAGES

Les élections du 25 avril vont révéler le paysage, encore inconnu, de l'opinion politique portugaise. Et les partis, en découvrant leur vrai visage, seront peut-être conduits à se transformer

■ « Imaginez un avion en vol. Sur une partie du parcours le ciel est clair. En regardant à travers le hublot, vous voyez distinctement le paysage : des champs, des maisons, des routes, des villages. » La main droite tendue du commandant Jorge Correia Jesuino, ministre de la Communication sociale, survole lentement son assiette de poisson et de pommes de terre et frôle son verre de vin blanc.

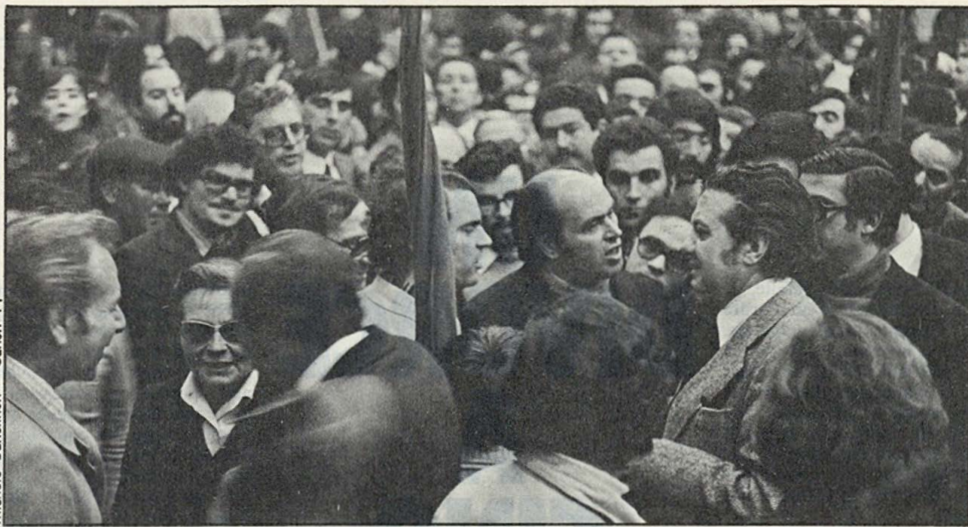
« Un peu plus loin vous entrez dans une zone nuageuse, vous ne voyez plus rien. Vous ignorez complètement s'il y a au-dessous de vous des plaines, des montagnes, ou l'océan. C'est un peu la situation dans laquelle nous nous trouvons : du paysage politique portugais on ne connaît aujourd'hui que quelques régions et nous ignorons ce que cachent les nuages.

» C'est pour tracer un contour précis de ces terres inconnues que le M.F.A. a proposé aux indécis du scrutin de vendredi de voter blanc. Il n'a jamais été dans nos intentions de demander aux électeurs de choisir tel ou tel parti ou de considérer les votes blancs comme les voix du M.F.A. ou d'un parti à créer. »

Trois étages au-dessous de la salle à manger où le commandant Correia Jesuino, en costume civil vert sombre, achève sa démonstration, au rez-de-chaussée de la fondation Gulbenkian, des ouvriers en combinaison grise déroulent les câbles qui doivent relier au réseau national de télécommunications les dizaines de cabines de téléphone et les télex flamboyant neufs du centre de presse.

Béton brut, verre, acier, marbre blanc, bois clair, cuir noir et moquette brune : le luxe confortable et silencieux de la fondation Gulbenkian a été réquisitionné par le gouvernement portugais pour séduire, sinon convaincre, les journalistes étrangers attendus par centaines à l'occasion des élections. Le musée est provisoirement fermé ; les collections romaines, grecques ou mésopotamiennes, les Rembrandts, les Rubens, les Corots et les Renoirs rassemblés par le milliardaire du pétrole sont sous bonne garde.

« Bien sûr, nous ne nous faisons aucune illusion, dit un haut fonctionnaire. Ni la qualité des installations ni la beauté des lieux ne feront changer d'avis ceux qui, depuis un an, décrivent le Portugal comme un pays en proie au chaos. »



Mario Soares au cours d'un meeting à Coimbra (à gauche Jean Daniel)
Une campagne menée par tous les partis à coups de pinceau mais sans gourdins

Pourtant, dans ce pays qui n'a pas voté librement depuis cinquante ans, où les deux tiers des six millions d'électeurs n'ont jamais participé à une consultation électorale et où s'affrontent douze partis, de la droite à l'extrême-gauche, la campagne s'est déroulée dans un climat de tolérance exemplaire, dont pourraient s'inspirer certaines vieilles démocraties.

Ici, pas de règlements de compte nocturnes entre colleurs d'affiches. Les militants travaillent avec des pinceaux, pas des gourdins : lorsqu'ils se rencontrent devant un mur vierge — ce qui devient très rare à Lisbonne —, chacun commence à une extrémité du mur et on se sépare tranquillement lorsque les affiches se touchent. Ce ne sont pas les plus coûteux qui l'emportent mais les plus nombreux, les plus habiles ou les mieux entraînés. A ce jeu, apparemment, les militants du P.C. semblent mener aux points. Leurs affiches rouges ou vertes frappées de la faucille, du marteau et de l'étoile sont partout, des faubourgs de Sacavem aux murs vert amande de la place du Commerce. Puis viennent, dans le désordre et suivant les quartiers, celles du P.S., du M.D.P., rouge et blanc, et celles du P.P.D., orange et bleu. Enfin, loin derrière, toutes les autres.

On n'épargne ni le papier ni la peinture. Les énormes portes baroques en fer à cheval de la gare du Rossio sont complètement noyées sous les faucilles et les marteaux. A quelques pas de là, c'est un mur grand comme la moitié d'un terrain de basket qui a été badigeonné en orange par le P.P.D. Et le long de l'avenue Fontes Pereira de Melo, les militants du P.C. ont composé une fresque multicolore de trente mètres. La liste des meetings remplit des pages entières de journaux. A la radio et à la télévision, la propagande électorale occupe plus d'une heure par jour. Les leaders politiques courent d'un bout à l'autre du pays. Les bruits aussi courent. On parle de l'enquête sur le coup du 11 mars. On parle aussi d'un nouveau coup d'Etat.

Un texte confidentiel

Les évêques eux-mêmes sont descendus dans l'arène politique. L'évêque de Porto, Mgr Antonio Fereira Gomes, qui fut exilé sous le régime précédent, et le cardinal patriarche de Lisbonne, Mgr Antonio Ribeiro, ont dit à plusieurs reprises la crainte que leur inspirait le processus politique en cours. La conférence

épiscopale, qui s'est réunie du 8 au 12 avril à Fatima, a rédigé un document qui rappelle le « devoir de voter » mais déconseille de voter blanc. Il met en garde les chrétiens contre les partis dont l'idéologie serait incompatible avec la conception chrétienne de l'homme. Cet avertissement, lourd de conséquences dans un pays où le curé règne souvent sur les consciences de toute sa paroisse, n'a pas suscité les protestations qu'on aurait pu attendre. « *L'Eglise aurait bien besoin d'un M.F.E.* », dit le commandant Ramiro Correia, responsable de la dynamisation culturelle et membre du Conseil de la Révolution.

Pourtant, l'enjeu est de taille : l'élection va révéler le poids respectif des principales organisations. Après les résultats, le M.F.A. et les principaux partis seront peut-être amenés à modifier leur stratégie.

Si, comme les sondages le laissent prévoir, le P.S. obtient près de 30 % des voix, c'est-à-dire plus du double du chiffre prévu pour le P.C., le parti de Mario Soares et le M.F.A. risquent de devoir reconsidérer leurs rapports. Au P.S., d'ailleurs, un texte — pour l'instant confidentiel — est en préparation, qui ressemble fort à une autocritique du parti et à une critique de sa direction actuelle. Ce texte prévoit une modification importante de la stratégie socialiste et une indiscutable radicalisation du parti.

C'est, en quelque sorte, la réponse des socialistes aux souhaits formulés depuis quelques semaines par l'amiral Rosa Coutinho. Ce « *M.F.A. civil* » que l'ancien gouverneur de l'Angola aimerait voir naître et qu'il situait hier entre le P.C. et le P.S., certains en font un front englobant le P.S., le P.C. et d'autres organisations progressistes. « *Je dirais plutôt une agglomération de partis et de personnes*, explique le commandant Ramiro Correia. *Mais pas faite n'importe comment. Jusqu'au 11 mars, le P.S. a été nettement hostile à l'institutionnalisation du M.F.A. Maintenant que le M.F.A. s'est « auto-institutionnalisé », le P.S. le soutient et s'efforce d'en retirer un bénéfice politique. Lorsqu'il aura une base de travailleurs, une vraie base progressiste, je ne serai pas opposé à la présence du P.S. dans une telle agglomération. Mais il s'agit là du problème de la base du P.S., car c'est elle qui doit imposer une clarification et une radicalisation de la ligne du parti, et non pas nous.* »

Le rapprochement au sein du M.F.A. et du

Conseil de la Révolution du commandant Melo Antunes et de l'amiral Rosa Coutinho, ou du moins de leurs positions, est pour beaucoup dans cette remise en question du P.S.

L'apparition et le renforcement, face au courant inspiré par le P.C., d'un courant tiers-mondiste non aligné, hostile à la politique des blocs, comme l'a confirmé, mercredi dernier à la télévision, l'amiral Rosa Coutinho, peut fournir au P.S. l'occasion de réorienter ses choix. Et d'apporter le poids de ses résultats électoraux dans une coalition politique plus cohérente, plus homogène et plus offensive. Saura-t-il la saisir ?

L'austérité inévitable

Tout le problème est là. « *Je suis très optimiste*, dit Rodolfo Crespo, membre de la direction du P.S. *Le M.F.A. a un programme précis. Nous allons pouvoir discuter sérieusement un accord avec lui. Un accord politique.* »

La responsabilité du P.S., en tout cas, est grande. Nombreux sont les membres du M.F.A. qui souhaitent voir leur mouvement prendre des distances par rapport au P.C. Jusqu'à présent, le P.S., trop européen, embourbé dans des analyses erronées, n'avait pu offrir aux militaires révolutionnaires la moindre perspective. Aujourd'hui, bousculé de l'intérieur et de l'extérieur, il peut, à condition de ne pas succomber à un triomphalisme solitaire, jouer un rôle capital dans l'apparition et le développement d'un socialisme portugais original. En tout cas, il est temps d'agir. La nationalisation, la semaine dernière, de compagnies d'électricité, de pétrole et de transports, ajoutée à celle des banques et des compagnies d'assurances, donne au gouvernement portugais un outil puissant mais difficile à utiliser.

Le développement du chômage et de l'inflation, le déficit extérieur, la paralysie des investissements vont obliger les dirigeants portugais à prendre des mesures d'austérité très sévères. Le M.F.A. et les partis au gouvernement ont condamné la semaine dernière les actions qui aggravent la tension sociale. Quant à Alvaro Cunhal, il a demandé aux travailleurs de retrousser leurs manches. Lorsque les lumières se seront éteintes dans les bureaux de vote, vendredi soir, c'est à cela que penseront, sans doute, les électeurs portugais et les responsables politiques, un an exactement après la chute du régime fasciste.

RENE BACKMANN